

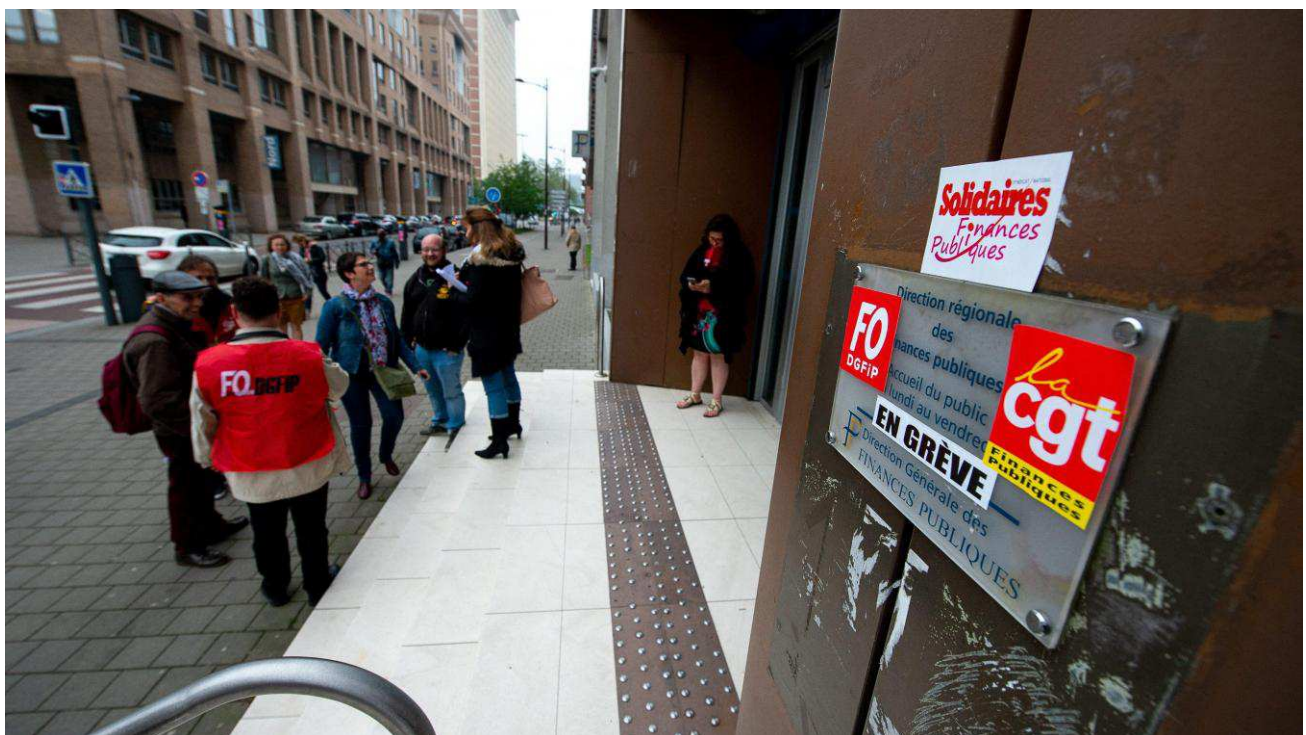
MOBILISATION

Tracts, blocage des encaissements: les agents des centres d'impôts sont en grève

Des suppressions de postes. Et de trésoreries. Depuis quelques années, les services de proximité des finances publiques sont menacés. Plus encore dans le département du Nord, où des agents ont décidé de bloquer et d'occuper le centre d'encaissement, au moins jusqu'au 22 mai.

f t in ✉

Aude Deraedt | 14/05/2018



Des agents ont débuté un blocage reconductible du centre d'impôts de Lille, avenue Kennedy. PHOTO PASCAL BONNIÈRE - PHOTOPQR/VOIX DU NORD/MAXPPP

D'abord, une distribution de tracts, à l'aube. Puis un blocage. Celui du centre d'encaissement des impôts à Lille, avenue Kennedy. Désert. **Lundi matin, des agents de la Direction régionale des finances publiques (DRFIP) du Nord ont lancé une grève reconductible.** Dans le local syndical, au huitième étage du bâtiment, les sacs de couchage sont prêts. « *On occupera le centre d'encaissement jour et nuit* », explique Mathieu Silbermann, secrétaire départemental FO de la DRFIP du Nord. Le but ? « *Empêcher l'encaissement du deuxième acompte d'impôts sur le revenu* ». Une action « *coup de poing* », qui pourrait durer. « *Au moins jusqu'au 22 mai* », journée de mobilisation de la fonction publique. Et « *au-delà* », si la caisse de grève le permet.

(https://twitter.com/cgt_drifp59/status/995945903524544512)

À l'origine de leur colère ? Des suppressions d'emplois. 1 500 depuis 2002, selon les syndicats, rien que dans le département du Nord, « ***le plus touché en France*** ». Dont 57 en 2018. Et près de 4 500 suppressions de postes par an sur 3 ans, en France.

La fermeture des services de proximité, les trésoreries, inquiète aussi. Plus encore à l'heure du prélèvement à la source. « *Ces structures ont un sens, estime Laurent Perin, de la CGT. En les fermant, c'est une connaissance du terrain qu'on perd, qu'on massacre. Et cela entraîne des difficultés et un surcoût pour les usagers n'ayant pas Internet, ou n'étant pas motorisés...* » Ce service, gratuit, pourrait bientôt être offert par La Poste. Il serait alors monnayé.



Selon les syndicats, près de 80 % des agents services concernés à Lille étaient en grève lundi. PHOTO PASCAL BONNIÈRE - PHOTOPQR/VOIX DU NORD/MAXPPP

Sept trésoreries menacées

Déjà en 2017, les agents avaient manifesté contre la fermeture de plusieurs trésoreries. **Depuis 2015, cinq ont fermé dans le Nord - Pas-de-Calais : à Lambersart et Avion en 2015, La Madeleine en 2016, et Raismes et Rouvroy en 2017.** Sept pourraient les rejoindre au 1^{er} janvier 2019 : à Steenvoorde, Pont-à-Marcq, Fournes-en-Weppes, Quesnoy-sur-Deûle, Ardres, Auchel et Étaples.

Depuis plusieurs semaines, les agents de la DRFIP multiplient les actions. Ils ont bloqué la cité administrative le 30 avril et manifesté le 3 mai devant la trésorerie de Tourcoing (<http://www.lavoixdunord.fr/369977/article/2018-05-03/en-colere-les-agents-des-impots-s-invitent-dans-la-ville-de-leur-ministre>), ville du ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin. Ce lundi, plusieurs distributions de tracts étaient menées dans la région, notamment à Lens (<http://www.lavoixdunord.fr/376062/article/2018-05-14/une-action-de-sensibilisation-des-usagers-menee-ce-lundi-devant-le-centre-des>).

En parallèle, **les syndicats ont commencé à remplir une caisse de grève**. « *On a de quoi tenir au moins trois jours* », souligne Mathieu Silbermann. Des actions sont prévues cette semaine pour l'alimenter. « *On fait partie des rares agents de la fonction publique à rapporter plus d'argent qu'ils n'en coûtent*, souligne Laurent Perin. *Si notre service est en difficultés, ça pèsera sur les autres* ».

PARTAGEZ SUR

